

Pascal Chardome (CGSP-Enseignement)

«Il n'y a pas un rond prévu pour la négociation»

INTERVIEW

NATHALIE BAMPS

Le patron de la CGSP-Enseignement (syndicat socialiste) sait que les enseignants vont être mis à la diète durant les deux prochaines années. Cela ne le réjouit pas. Le syndicaliste n'est pas sûr de pouvoir empêcher la colère de gronder jusque dans la rue. Et pourtant, l'homme est pragmatique, il connaît la situation. Son objectif: maintenir les acquis.

Une ministre comme Joëlle Milquet à l'Enseignement et en parallèle, des économies à faire, cela annonce des jours difficiles?

Pour une fois, on a une grosse peinture qui ne va pas faire de la figuration. Je ne dis pas cela péjorativement pour les précédents, mais on a souvent eu pour habitude de mettre à ce poste des seconds couteaux... C'est quelqu'un qui a vraiment une expérience du métier de ministre, qui ne fera pas les erreurs qu'un jeune ferait, qui va imposer ses points de vue en ayant son cabinet derrière elle. Et puis, elle n'est pas la plus à droite au cdH, on a déjà eu pire.

Mais elle va imposer des économies... Et risque de ne pas vous faire de cadeaux lors des négociations sectorielles.

On a essayé de connaître leurs intentions. Je ne suis pas schizophrène, je ne vais pas aller m'asseoir à une table pour négocier un Pacte d'excellence ou aller négocier une convention sectorielle 2015-2016, et dans le même temps sortir en cours de négociation pour réagir à des mesures d'économies. Je veux savoir quoi rapidement. Car certains le disent, il n'y a pas un rond prévu pour les négociations sectorielles...

Vous espériez vraiment obtenir quelque chose dans le contexte actuel?

On nous a demandé si on voulait de cette négociation, on a dit oui. On ne va pas prendre le risque de faire l'impasse, et que cela se répète sous

prétexte qu'on l'a déjà fait.

Mais qu'allez-vous mettre sur la table alors?

Nous voulons remettre sur la table des choses qui ont été acceptées lors des précédentes négociations et qui n'ont pas été concrétisées. Il y a eu un gros effort de rattrapage sous la législature précédente, mais très peu d'arrêtés ont été pris. Mais c'est vrai qu'on aura vite fait le tour. Trouver des choses qui peuvent améliorer la qualité du système éducatif sans rien coûter, il n'y en a pas beaucoup...

On vous a fait des promesses?

Ils espéraient mettre un peu de chair sur l'os qu'ils nous donneront à ronger en avançant que la déclaration de politique communautaire (DPC) prévoit l'engagement de 750 enseignants supplémentaires pour la remédiation. C'est bien joué, mais nous ne sommes pas dupes, ils n'ont rien budgétisé. Tout ce qui est dans la DPC et qui coûte de l'argent ne verra pas le jour avant 2016, voire en fin de législature. Et ce qui est prévu dans la DPC ne fait pas partie des négociations sectorielles...

Il faut s'attendre à voir des enseignants dans les rues?

On va avoir trois adversaires qui vont tirer en même temps: le Fédéral, la Région, la Fédération. Plus on va en rajouter, plus cela poussera les gens à sortir. Si on dit à un enseignant qu'il va payer plus d'impôts, qu'il va devoir travailler plus longtemps et qu'on va toucher à l'exercice de sa fonction, il y aura un ras-le-bol général qui fera que les gens se battront sur tous les fronts...

C'est un avertissement cela, non?

Il n'y aura pas de gros affrontement non. Personnellement, je me vois mal pousser les enseignants dans la

rue pour réclamer une hausse de la prime de fin d'année lors de la négociation sectorielle, et le lendemain avoir des enseignants qui manifestent pour se battre avec les autres contre la dégressivité des allocations de chômage... Je ne

mènerais pas un combat sectoriel dur pour avoir des acquis en plus, mais pour maintenir les conditions actuelles, ça oui. Cela dit, Joëlle Milquet a quand même mis des balises, même si on joue parfois sur les mots: pas de perte d'emplois (même si on parle de fermer des options), on ne touchera pas aux rémunérations, on ne touchera pas au volume horaire des enseignants.

Est-ce que cela n'est pas plutôt mal parti pour négocier en parallèle un pacte d'excellence?

Cela nous inquiète, oui. On ne peut pas à la fois protester parce qu'il y a un recul des conditions de travail, et en même temps s'asseoir autour d'une table pour dire comment on va les améliorer... Mais le Pacte d'excellence, c'est la marque de Joëlle Milquet, son projet. Si elle sait caser ce mot trois fois en une minute, elle le fera. Or, pour moi, quelqu'un qui est constructif et qui veut avancer, on est prêt à le suivre.

Qu'attendez-vous de ce Pacte?

On sait que le système éducatif est mauvais. Avec ce Pacte, on veut prendre le temps de bien réfléchir à comment améliorer le système, comment récupérer de l'argent avec l'échec scolaire. Le système peut perdurer tel qu'il est pour le moment puisque de toute façon il n'y a pas de moyens pour le changer. Et quand on en aura les moyens, on sera prêts.

Une grande réforme de plus?

À chaque fois qu'un ministre a une idée, il veut la concrétiser tout de suite. On a des réformatrices, qui parfois marchent bien, mais dès qu'il faut les généraliser, on n'a plus d'argent. C'est ce qu'on va avoir maintenant avec le projet «Décolage» qui lutte contre l'échec scolaire. C'est très bien, mais on n'aura pas les moyens de le généraliser.

Cela étant, même si le Pacte est prévu pour deux législatures, pourra-t-on l'empêcher de prendre des petites réformatrices qui ne coûteront pas trop cher pour marquer la législature de son empreinte? Je ne sais pas...